

PROGRAMME DE L'OPTION DE PREMIERE E.S

B.O. spécial n°18 du 15 décembre 1994

<i>Programme</i>	<i>Notions importantes</i>	<i>Indications complémentaires</i>
INTRODUCTION		
On sensibilisera les élèves à la dimension politique des phénomènes économiques et sociaux. On s'appuiera pour cela sur l'un des objets d'étude déjà rencontrés : famille, entreprise, chômage, vie associative, syndicats.		
I - POUVOIR POLITIQUE ET REGULATION SOCIALE.		
1-1 La notion de pouvoir	<i>Pouvoir(s)</i> <i>Autorité</i> <i>légitimité</i>	L'objectif n'est pas de faire une théorie du pouvoir mais de montrer à partir d'exemples (entreprise, famille ...) que le pouvoir a un double fondement : la contrainte et la légitimité.
1-2 Le pouvoir politique et sa spécificité	<i>Nation</i> <i>Etat</i>	On mettra en évidence la spécificité du pouvoir politique tout en constatant la diversité des formes qu'il peut prendre dans le temps et dans l'espace. On montrera que l'adéquation entre Etat et nation est le produit d'un processus historique.
1-3 Droit et régulation sociale	<i>Norme</i> <i>Coutume</i>	On fera apparaître que le droit exprime l'état des relations sociales et qu'il est un moyen de régulation de la société. On s'interrogera, à cet égard, sur le rapport entre les règles juridiques et la réalité sociale. Le droit ne fait-il que suivre l'évolution des mœurs, ou peut-il être un facteur de création de nouvelles normes sociales (exemples de la famille, du travail, de la bioéthique, de l'environnement, etc.) ?
II - SYSTEMES POLITIQUES ET DEMOCRATIE.		
2-1 La spécificité des systèmes démocratiques	<i>Totalitarisme</i> <i>Démocratie</i> <i>Citoyenneté</i>	Après avoir montré que la distinction entre démocratie et totalitarisme ne tient pas seulement au contenu des institutions mais aux conditions d'exercice réel du pouvoir politique, on privilégiera l'étude des systèmes démocratiques. On développera les interrogations sur l'origine du pouvoir politique comme procédant d'un contrat social. A cet effet, on étudiera l'évolution de la conception de la citoyenneté politique en France et, dans ce cadre, on fera le lien avec les notions de souveraineté populaire et de démocratie. Il conviendra d'envisager aussi la résurgence contemporaine des débats sur la nation et la citoyenneté.
2-2 Les aspects institutionnels de la démocratie	<i>Séparation des pouvoirs</i> <i>Régimes politiques</i> <i>Suffrage universel</i> <i>Démocratie représentative</i> <i>Libertés publiques</i>	L'analyse de la réalité du pouvoir politique suppose l'étude des principes et de la pratique des institutions. Après avoir présenté brièvement les grands types de régimes politiques démocratiques (système de séparation des pouvoirs souple ou rigide), on privilégiera le cas de la France en montrant que la V ^e République correspond à une situation intermédiaire. On mettra en évidence que tout système démocratique inclut des organes institutionnels de contrôle du pouvoir politique qui garantissent l'exercice des libertés publiques.
2-3 Les différents niveaux de décision politique	<i>Pouvoir local</i> <i>Pouvoir central</i> <i>Pouvoir supranational</i>	L'étude des différentes formes et niveaux de pouvoir fera apparaître les interactions et les conflits possibles entre eux. Elle sera conduite à partir d'exemples concrets liés à l'actualité et plus particulièrement tirés de l'observation de la vie locale.
III - PARTICIPATION POLITIQUE ET CITOYENNETE.		
3-1 Règles et comportements électoraux	<i>Opinion publique</i> <i>Consultation électorale</i> <i>Partis politiques</i> <i>Participation politique</i>	On étudiera la dynamique de la vie politique comme espace de concurrence en vue de conquérir et/ou d'influencer le pouvoir. On analysera, à partir de situations concrètes, les règles de la vie politique, le rôle des partis politiques et des groupes de pression, ainsi que les comportements électoraux et leurs déterminants. Le rôle des moyens de communication de masse sera souligné dans la formation de l'opinion publique.
3-2 Mobilisation et action collective	<i>Mobilisation</i> <i>Action collective</i> <i>Mouvement social</i> <i>Contre-pouvoirs</i>	On s'interrogera sur les formes de participation non conventionnelle (de type protestataire ou non protestataire) à partir de l'étude de l'action collective et de phénomènes de mobilisation susceptibles de déboucher sur l'émergence de mouvements sociaux.
3-3 Citoyenneté et lien social	<i>Insertion</i> <i>Intégration</i> <i>Solidarité</i> <i>Identité nationale</i>	On explicitera la notion de citoyenneté qui intègre les dimensions politique, économique et sociale. On pourra prendre des exemples dans des domaines tels que le travail, la nationalité.
CONCLUSION		
A travers l'étude des thèmes du pouvoir, de la démocratie et de la citoyenneté, on rappellera que la science politique, tant par ses méthodes que par ses outils, apporte, comme l'économie et la sociologie mais avec un éclairage spécifique, sa contribution à la compréhension de la réalité sociale. Pour apprécier les acquis, on pourrait envisager : - d'illustrer, à partir d'un objet d'étude donné (monnaie, socialisation, phénomènes migratoire ...), l'apport spécifique de la science politique ; - et/ou de construire collectivement une définition provisoire de cette discipline.		

Autre indication :

Certains concepts pourront être éclairés en partant de la contribution d'auteurs de référence :

- sur les formes de légitimité : **Weber**
- sur la conception du rôle de l'Etat : **Durkheim, Marx, Weber**
- sur le lien entre norme juridique et norme sociale : **Durkheim**
- sur le totalitarisme : **Arendt**
- sur la problématique pouvoir central / pouvoir local : **Tocqueville**
- sur l'action collective : **Marx**
- sur le lien social : **Durkheim, Rousseau, Smith.**